

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE: Le déminage est en cours

Des ingénieurs de l'armée de la République centrafricaine (RCA) ont commencé à extraire les mines antipersonnel et anti-tanks posées par les forces rebelles fidèles à l'ancien chef d'état-major de l'armée centrafricaine, le général François Bozizé, lorsqu'elles ont envahi la capitale, Bangui, en octobre.

"Nous avons commencé les opérations de déminage il y a une semaine", a confié à IRIN le général Zavier Yangongo, ministre adjoint de la Défense chargé du désarmement et de la réforme de l'armée. La majorité de ces engins explosifs, dit-il, ont été installés sur la route reliant les banlieues du nord et de l'est de Bangui. Les banlieues touchées sont celles de Ndress, Damala et une autre située à une dizaine de kilomètres au nord du centre-ville. Les opérations de déminage sont exécutées sans financement ou soutien technique de l'étranger, de préciser M. Yangono.

Les forces de M. Bozizé ont combattu les troupes gouvernementales et alliées à Bangui, du 25 au 31 octobre, lors d'une tentative de coup d'État pour renverser le président Ange-Félix Patassé. Elles ont finalement été débusquées avec l'aide de troupes libyennes et du Mouvement de libération du Congo, le mouvement rebelle de Jean-Pierre Bemba. On ne sait pas encore précisément si les hommes de M. Bozizé ont posé ces mines pour protéger leur retrait vers le nord.

Selon M. Yangono, c'était la première fois dans ce pays que l'on avait recours à des mines, une arme ne faisant pas partie de l'arsenal de l'armée. La RCA a signé la Convention internationale sur l'interdiction des mines antipersonnel lors de la rencontre des États Parties à la Convention tenue à Genève du 16 au 20 septembre.

Durant ce temps, la situation militaire demeurait incertaine en RCA. Le bureau du Coordonnateur résident de l'ONU dans ce pays rapportait dimanche que le Gouvernement contrôlait Bangui et la plupart des zones de l'ouest et du sud-ouest de son territoire.

Toutefois, a précisé le bureau, des personnes déplacées parvenues jusqu'à la capitale ont signalé la présence des forces de M. Bozizé dans des endroits situés à 55 km de Bangui, dans la ville de Damara, à 76 km de Bangui, et dans celle de Sibut, à 188 km de Bangui. "Le 10 novembre, il était encore impossible de circuler entre Bangui, Damara et Sibut, et, par extension, sur toute la route menant à Kabo, au nord", toujours selon le bureau de l'ONU.

De 300 à 350 soldats de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) sont attendus à Bangui cette semaine, pour protéger M. Patassé et patrouiller les zones bordant la frontière entre le Tchad et la Centrafrique.

Le ministre libyen des Affaires étrangères, Ali Turayki, a annoncé lundi sur Radio France Internationale que les soldats de son pays quitteraient la RCA dès l'arrivée de la force de la CEMAC. Il a aussi révélé que la Libye avait offert d'aider à transporter les troupes de la CEMAC jusqu'à Bangui.

[Cet article ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies]